

---

## Tibet: des vérités qui dérangent

Des tibétologues répondent aux 100 Questions chinoises sur le Tibet

**Françoise Robin**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/3853>  
ISSN : 1996-4609

**Éditeur**

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

**Édition imprimée**

Date de publication : 6 janvier 2008  
Pagination : 102-107  
ISSN : 1021-9013

**Référence électronique**

Françoise Robin, « Tibet: des vérités qui dérangent », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2008/1 | 2008, mis en ligne le 01 mars 2011, consulté le 28 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/3853>

---

# Tibet : des vérités qui dérangent

Des tibétologues répondent aux 100 Questions chinoises sur le Tibet

FRANÇOISE ROBIN

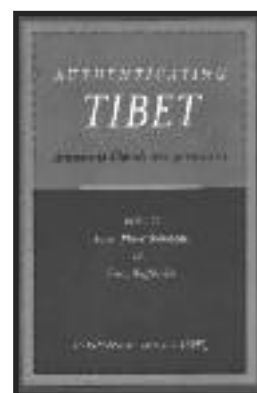
**A**uthenticating Tibet tombe à point nommé pour mettre à la disposition du lecteur occidental les éléments nécessaires à la compréhension de la crise qui ébranle toute l'aire culturelle tibétaine de la Chine depuis mars 2008.

Ce livre, d'abord paru en français sous le titre *Le Tibet est-il chinois ? Réponses à cent questions chinoises* (Albin Michel, 2002), apportait des réponses de spécialistes en études tibétaines à l'ensemble des 100 questions-réponses proposées dans un opuscule de propagande *Le Tibet, 100 questions et réponses* (1988 pour la version française, 1989 pour la version anglaise), consacré par le gouvernement chinois à la « question tibétaine ». Distribué abondamment dans les ambassades chinoises et auprès du grand public, ce petit livre permettait au pouvoir chinois d'offrir sa propre vision de l'histoire des relations sino-tibétaines et du développement du Tibet depuis 1950, en s'adressant en particulier aux touristes occidentaux qui observent la situation tibétaine avec une grande attention souvent doublée de sympathie.

Des troubles agitaient régulièrement Lhasa depuis septembre 1987. Étant donné la place qui est consacrée à ces événements, on peut penser que cet ouvrage avait été jugé nécessaire par les autorités, au moins partiellement pour redorer leur image ternie par ces émeutes durement réprimées et qui se sont conclues en mars 1989 par l'imposition de la loi martiale à Lhasa (elle fut levée en mai 1990). Un an avant la parution en français de ces « réponses aux questions-réponses », sous la direction de A.-M. Blondeau (EPHE) et K. Buffetrille (EPHE), les autorités chinoises publiaient une deuxième édition de ce livre blanc, remise à jour et assez largement modifiée par rapport à l'édition de 1989. Il était trop tard pour amender *Le Tibet est-il chinois ?*, déjà prêt à la publication. Étonnamment, l'ouvrage n'attira guère l'attention qu'il méritait, malgré la rigueur scientifique de ses articles – en 2002, il est vrai, le Tibet n'était pas sous les feux de l'actualité. La publication par University of California Press de sa traduction en anglais, décidée depuis deux ans, est déjà en soi une bonne indication de l'intérêt que ce

volume présente pour un lectorat international et, on peut l'espérer, une reconnaissance de ses qualités. Toutefois, ces arguments ne suffiraient peut-être pas à justifier ici un compte-rendu. L'intérêt crucial de l'ouvrage en langue anglaise réside d'abord dans le fait qu'il prend en compte les modifications (ajouts et suppressions de questions, remaniement du plan d'ensemble) qui distinguent la deuxième édition du livre blanc de celle de 1989. Cela permet de prendre la mesure des changements de priorité du gouvernement chinois sur la question tibétaine. Sur tout, dans les domaines liés à l'actualité et cruciaux pour le Tibet, tels que la démographie, l'économie et l'évolution rapide des lignes de conduite politiques, la version anglaise se distingue par des mises à jour de taille et des contributions inédites, la moindre n'étant pas celle d'A. M. Fischer (London School of Economics). Celui-ci s'est en effet imposé depuis quelques années comme le spécialiste de l'économie du Tibet, grâce à sa lecture fine et inédite des nombreuses statistiques fournies par le gouvernement chinois, matériaux riches mais ardues que la communauté des chercheurs en tibétologie avait jusqu'à récemment peu exploités, et jamais avec une telle minutie.

Le lecteur trouvera ici des informations étayées qui lui permettront, sinon d'apporter une réponse définitive aux questions complexes que pose l'actualité au sujet du Tibet et des rapports sino-tibétains, du moins d' étoffer ses connaissances et de réfléchir à partir de données précises et, souvent, chiffrées. Ainsi, dans la première partie, consacrée aux « faits historiques », à laquelle ont contribué A. Chayet et S. Kar-



**Anne-Marie Blondeau, Katia Buffetrille (éd.), Authenticating Tibet: Answers to China's 100 Questions, Berkeley, UC Press, 2008, 364 p.**

may (CNRS), P. Kvaerne (Université d'Oslo), J. Panglung et H. Uebach (Académie bavaroise des sciences et sciences humaines), T. Shakya (Université de British Columbia) et E. Sperling (Université d'Indiana), on apprend que le *Yuan-shi*, histoire dynastique rédigée un an après la chute de l'empire des Yuan (Mongols) en 1368, n'incluait pas le Tibet dans les chapitres consacrés au domaine d'extension de l'empire (p. 13). L'affirmation chinoise de l'appartenance indiscutable du Tibet à la Chine depuis le XIII<sup>e</sup> siècle (début de la dynastie mongole) est donc ici mise à mal. L'histoire complexe des relations entre le Tibet (ou plutôt, diverses acceptions du mot Tibet) et l'empire voisin, qu'il soit mongol (Yuan, 1267-1368), *han* (Ming, 1368-1644) ou mandchou (Qing, 1644-1911) est ici détaillée sur près d'un quart du livre. La période revendiquée par le gouvernement tibétain comme celle de « l'indépendance *de facto* » du Tibet bénéficie elle aussi des éclairages d'historiens et anthropologues et montre combien le Tibet des Dalaï-lama et la Chine étaient en désaccord sur le statut effectif du Tibet dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ceux-ci montrent bien d'ailleurs les répercussions de l'ingérence britannique dans les relations sino-tibétaines (les troupes britanniques atteignent Lhasa en 1904), engagée dans un intérêt stratégique et commercial.

La deuxième partie porte sur les « droits de l'homme » (suivant toujours l'organisation de l'opuscule chinois), autre thème dont la Chine sait qu'il tient au cœur des Occidentaux. Les réponses aux questions-réponses sont essentiellement l'œuvre de R. Barnett (Université de Columbia, New York), spécialiste de politique contemporaine du Tibet. La querelle de chiffres entre le gouvernement chinois et le gouvernement tibétain en exil au sujet de la situation et de la population carcérale, du nombre de victimes attribuables à l'invasion ou libération du Tibet par la Chine communiste, des pratiques judiciaires, des libertés individuelles, de l'éducation et de l'accès aux soins sont traitées avec précision et mettent en évidence un déficit de droits humains en zone tibétaine, tout autant si ce n'est plus qu'en Chine. Les réponses mesurées proposées par R. Barnett prouvent toutefois qu'il adopte une posture critique tant envers la rhétorique de Dharamsala qu'envers les chiffres et les formulations proposés par la Chine. Ainsi, sur la question de la stérilisation forcée, qui est souvent relayée par les groupes de soutien à la cause tibétaine en Occident, R. Barnett montre qu'il convient d'être prudent puisque de telles pratiques n'ont pu être vérifiées que dans certaines zones tibétaines situées hors de la Région autonome du Tibet (RAT).

La troisième partie est consacrée au Dalaï-lama et à la poli-

tique dont il fait l'objet. Il s'en dégage principalement que la Chine n'a pas changé d'attitude envers lui depuis des années mais on notera au passage la relative retenue des rédacteurs chinois, comparée au déchaînement de haine auquel se livrent les dirigeants et la presse chinoise depuis l'attribution en 1989 du Prix Nobel de la Paix au leader tibétain, rhétorique enflammée qui a repris vigoureusement depuis mars 2008.

En quatrième lieu, l'opuscule chinois traitait de l'épineuse question de la démographie. Ce point permet aux auteurs de poursuivre la réflexion sur le nombre de victimes attribuables à l'incorporation du Tibet à la Chine dans les années 1950, et d'autre part d'aborder le thème du transfert de population (dans les années 1950-1960) et de la migration économique (à partir des années 1990). En s'appuyant sur les statistiques officielles chinoises, A. M. Fischer montre que les chiffres en notre possession ne permettent pas de prouver de manière certaine la thèse du million de morts tibétains (soit 20 % de la population tibétaine) victimes de l'invasion/libération du Tibet dans les années 1950 – thèse de Dharamsala qui a été mise à mal il y a quelques années par Patrick French dans *Tibet, Tibet* (paru en 2003 en anglais chez Knopf, NY, puis traduit en français et publié par Albin Michel en 2005). Cependant, statistiques démographiques chinoises à l'appui, Fischer analyse l'évolution de la population tibétaine de la province du Qinghai (c'est-à-dire une grande partie des habitants de l'ancienne province traditionnelle tibétaine de l'Amdo), pour laquelle on possède des chiffres à partir de 1952. Il montre d'une part (p. 137) que la population tibétaine y a crû plus lentement entre 1952 et 1978 (+48 %) que la population musulmane sur cette même période et dans cette même province (+93 %), mais aussi que la population chinoise dans son ensemble (+73 % entre 1953 et 1982). Fischer attribue ce phénomène aux « pertes en vies humaines démesurées pendant les pics de violence et de famine dans les zones tibétaines entre le milieu des années 1950 et 1962 » (*ibid.*). Sur la période 1957-1963, il montre un peu plus loin (p. 143-144), que la population tibétaine du Qinghai a diminué de 20 %, contre 5 % pour la population totale en Chine (le Grand bond en avant étant une cause majeure de cette décroissance). La révolte anti-communiste qui a embrasé l'Amdo en 1958 et la famine causée par le Grand bond en avant (1958-1960) sont les principales explications avancées pour ce chiffre. Fischer est assez prudent pour ne pas étendre ses conclusions à l'ensemble des zones tibétaines de Chine, pour lesquelles on ne possède pas de telles statistiques, mais il n'en demeure pas moins que c'est ici la première fois que des chiffres précis,

Affiche de propagande célébrant l'unité du pays par-delà la diversité de sa population. La jeune fille de gauche est han ; celle de droite, tibétaine. Le slogan indique : « notre mère se nomme Chine ».



incontestables et accablants sont donnés. Concernant les transferts de population chinoise vers le « grand » Tibet, Fischer note qu'ils se sont principalement déroulés dans les années 1950-1960 et ont fait long feu en raison des échecs rencontrés. Si au niveau des campagnes et des zones pastorales la migration non tibétaine reste modérée, en revanche A. Fischer montre qu'elle s'accroît dans les villes depuis le milieu des années 1990 et plus particulièrement à partir de 2000. Cette année-là, en effet, fut lancée la campagne *Xibu da kaifa* (ouverture des régions de l'Ouest), censée permettre à ces zones peu peuplées (et surtout par des « minorités nationales »), inhospitalières et relativement pauvres, de décoller économiquement grâce à une arrivée massive de populations allogènes. Fischer relève un point important qui n'avait pas encore été mis en lumière : quel que soit leur nombre, le fait que des Chinois *han* et musulmans s'installent dans les villes et rafflent les opportunités commerciales en raison de leurs compétences en chinois et des réseaux qui les relient au reste de la Chine disqualifie les Tibétains dans la course à l'urbanisation et à la modernisation (p. 151).

Un grief important et récurrent chez les Tibétains est l'entrave à la liberté de culte, et le thème de la « croyance religieuse » constitue la cinquième partie du volume (dix questions sur les cent). A.-M. Blondeau, responsable de la totalité des réponses, démontre que le ton satisfait des réponses chinoises découle principalement de la formulation des questions, qui permet d'omettre des aspects moins consensuels de la situation. Sont ainsi passées sous silence les campagnes successives de rééducation politique et patriotique imposées aux religieux et religieuses depuis 1996, lors desquelles ceux-là doivent entre autres désavouer le Dalaï-lama et déclarer que le Tibet appartient à la Chine ; les conditions restrictives à l'admission au monastère ; le rôle de plus en plus politique des comités administratifs des monastères mis en place depuis 1959. Un point est également consacré au financement public de la restauration des monastères : A.-M. Blondeau démontre qu'il ne concerne que quelques projets spectaculaires et touristiques, au détriment de lieux de culte plus modestes, moins visibles et dont la reconstruction après les ravages de la Révolution culturelle est laissée à la générosité individuelle. Elle remarque en passant que la période de la Révolution culturelle ne fait l'objet que de brèves mentions, et que celles-ci évacuent qui plus est toute spécificité tibétaine. Cette rhétorique semble désormais être celle qu'adopte la Chine, et ce dans un double but. D'une part, elle permet de minimiser la réelle catastrophe qu'a représenté la « destruction des quatre vieilles », slogan de la Révolution culturelle, pour la population tibétaine qui était

et est toujours demeurée dans son ensemble très attachée à la religion et aux traditions. D'autre part, cela évite de faire du Tibet un cas à part, de peur que ce traitement particulier du Tibet conforte l'idée que le Tibet n'est pas la Chine.

Le chapitre suivant est consacré à la question de l'autonomie, point de friction entre la Chine et le gouvernement tibétain en exil. La Chine en effet estime la question réglée, puisque l'ensemble des zones où la population tibétaine est majoritaire sont placées sous un régime administratif spécial dit d'autonomie, qu'elle soit régionale (la Région autonome du Tibet), préfectorale (il existe 11 préfectures autonomes tibétaines dans les provinces chinoises au nord et à l'est de la RAT, à savoir dans les provinces du Qinghai, Gansu, Sichuan et Yunnan) ou de district (on compte deux districts autonomes tibétains). Ce statut, accordé à d'autres « minorités nationales », dès lors qu'elles sont majoritaires dans une circonscription administrative donnée, permet en théorie aux populations visées de jouir d'une certaine liberté de manœuvre dans l'application des politiques, notamment en matière d'enseignement, de culture, d'économie, et il impose une discrimination positive, dans les administrations, en faveur de ces « minorités nationales » (qui sont en l'occurrence majoritaires). Mais, comme le montre T. Dodin (Université de Bonn), auteur des réponses, une lecture fine des statistiques permet de dégager une vision moins rose de la réalité de l'autonomie dont jouissent ces territoires : d'une part (p. 202) le pourcentage des fonctionnaires tibétains en RAT a récemment et massivement décliné (il est passé de près de 63 % en 1989 à 72 % en 2000 mais retombé à moins de 50 % en 2003) et, d'autre part, il est bien inférieur à la proportion (92 %) de Tibétains qui peuplent officiellement la RAT. Qui plus est, le Parti communiste et l'armée n'étant



Le Potala sous  
les palmiers

pas astreints à la discrimination positive, la faible proportion de Tibétains (22 %) au sein du Parti communiste chinois de la RAT rend délicate l'affirmation selon laquelle les Tibétains sont particulièrement bien représentés et donc écoutés en RAT – pour rappel, le Parti communiste chinois chapeaute aussi les administrations d'État telles que la culture, la santé, l'éducation, la justice, et diverses organisations comme la Ligue de la jeunesse ou la Fédération des femmes, qui ne sont pas dénuées de pouvoir.

La culture et l'éducation sont au cœur du chapitre 9. Le gouvernement chinois met souvent en avant la culture tibétaine, et est amené de plus en plus à le faire avec le développement du tourisme (qui a quadruplé en 2004 et 2007, passant de un à quatre millions). Le soutien à la publication de l'épopée de Gesar, monument littéraire et culturel du Tibet, à l'opéra tibétain, à l'art des *thangka* (représentations religieuses portables souvent peintes sur tissu), au patrimoine architectural et à la médecine font partie des domaines où il estime avoir fait preuve de protection et de développement. A.-M. Blondeau et A. Heller (CNRS), ainsi que F. Meyer (EPHE) pour la médecine, montrent que s'il est partiellement vrai que ces expressions de la culture tibétaine ont bénéficié de l'attention des autorités chinoises, il n'en demeure pas moins que la culture promue par l'État a souvent tenté de laïciser l'ensemble des fêtes, célébrations et représentations qui, autrefois, étaient dotées d'une signification religieuse. La célèbre « Fête équestre » de Jyekundo (Yushul, Qinghai), qui attire des milliers de spectateurs de Chine et du monde entier pour célébrer les exploits et l'agilité équestres des Tibétains, a été partiellement vidée de son contenu religieux – on y rendait hommage, avant 1950, aux divinités du territoire. Dans le domaine du patrimoine, il est

vrai que le Potala a fait l'objet de nombreuses rénovations ; mais A. Heller relève aussi que les rénovations sont en général de piètre qualité et partielles, et que la vieille ville de Lhasa a pâti d'un développement urbain non concerté et de politiques fluctuantes. Toutefois, la tenue en 2004 d'un colloque sur la conservation de l'architecture et des peintures murales au Tibet, co-organisé par l'Université du Tibet et une université norvégienne, permet de conserver un certain optimisme.

L'économie est traitée dans le chapitre 8, à l'issue duquel A. Fischer montre que, si les investissements de la part du gouvernement central ont été élevés au long de plusieurs décennies de présence chinoise, ils n'ont pas pour autant bénéficié à leurs destinataires théoriques. En effet, ces investissements, décidés dans le cadre d'une politique urbaine et centralisée où les cadres tibétains n'ont guère voix au chapitre, ne sont pas adaptés à la réalité socio-économique du Tibet, encore largement rural (près de 90 % des Tibétains travaillent dans le secteur primaire). Infrastructures gouvernementales, projets immobiliers imposants mais essentiellement urbains, développement de voies de communication (dont récemment le spectaculaire réseau ferroviaire reliant quotidiennement Lhasa à plusieurs capitales provinciales) au détriment d'une attention portée au réseau routier secondaire qui aurait bénéficié à l'économie locale : autant de facteurs qui ont minimisé l'impact positif des lourds investissements sur la population locale. D'autre part, comme ailleurs en Chine, le progressif désengagement de l'État des secteurs de l'éducation et de la santé obère lourdement les revenus, les plus faibles de Chine, des paysans et pasteurs nomades tibétains. Les bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles (eau, flore et faune, forêts et minerais) ne sont pas négligeables pour la Chine et tempèrent les déclarations de philanthropie. La politique favorable aux migrants de Chine en RAT à partir de 1992, puis avec la campagne *Xibu da kaifa*, a provoqué une concentration des ressources et des entreprises entre les mains des *Han* et des *Hui* qui, grâce à leurs réseaux et à leur connaissance du chinois, peuvent plus efficacement et rapidement mettre sur pied l'organisation nécessaire pour développer de petites entreprises locales. D'autre part, dans une question du chapitre suivant, consacrée au faible niveau de développement économique de la RAT comparé à d'autres régions de Chine, Fischer montre que l'écart entre riches et pauvres, dont on sait qu'il inquiète le gouvernement chinois en raison des tensions qu'il engendre, est pire en RAT que dans le reste de la Chine. Ainsi, le taux de croissance, qui est supérieur depuis quelques années en RAT à celui de la Chine, masque un

différentiel croissant de revenus entre urbains (le taux de pauvreté est de 11 % à Lhasa, le troisième le plus élevé de toute la Chine, mais la moyenne des revenus est au septième rang de toute la Chine – p. 300) et entre urbains et ruraux (ce différentiel était proche de la moyenne nationale au milieu des années 1990 mais en 2001 il était le plus élevé de toute la Chine – il était 5,6 fois plus élevé en ville qu'à la campagne, contre 2,9 en moyenne en Chine, taux déjà considéré comme problématique – p. 301).

La question controversée de l'esclavagisme et du servage, des coutumes et des fêtes, est traitée dans l'avant-dernier chapitre intitulé « Livelihood of the People ». K. Buffetrille, complétant les réponses apportées par R. Barnett sur ce même sujet (question 19), propose un éclairage sur les structures sociales du Tibet pré-1950. Cela est d'autant plus nécessaire que c'est partiellement sur celles-ci que se fonde la justification de l'invasion/libération chinoise du Tibet, en 1950. Si le Tibet « ancien » n'avait rien d'un paradis sur terre, ce que certains enthousiastes et zéloteurs de la cause tibétaine aimeraient croire, les relations sociales ne se résument pas à la caricature des maîtres cruels (les « trois seigneurs féodaux » que sont le gouvernement tibétain, l'aristocratie et les monastères) ayant droit de vie et de mort sur leurs esclaves ou leurs serfs, termes dont il convient d'user avec précaution. Ce chapitre se poursuit par un débat sur la pauvreté des Tibétains. Les questions consacrées aux coutumes et aux fêtes, co-rédigées avec J. Gyatso (Université de Harvard), permettent d'entrevoir très brièvement la richesse de la tradition tibétaine.

Le chapitre final, regroupant dix des 100 questions que comprenait à l'origine le livre blanc *Le Tibet, 100 questions et réponses*, est consacré aux manifestations de Lhasa en 1989. On notera avec intérêt que la seconde version du *Livre Blanc* a oblitéré neuf de ces questions, mais les éditeurs ont eu la bonne idée de les conserver et les lecteurs trouveront là des réponses particulièrement bienvenues étant donné les événements actuels. On retrouve en effet à près de 20 années d'écart le même discours incriminant « une poignée de séparatistes », la « clique du Dalaï », et le quadrasyllabe « destruction, sabotage, pillage et incendie » qui revient dans la presse chinoise en 2008 pour qualifier les actes criminels des émeutiers de Lhasa. Comme en 1989, le gouvernement chinois semble incapable de procéder à une autocritique (les deux seules concessions : arrestations d'innocents et erreurs dues à la Révolution culturelle, ayant été omises de la seconde version chinoise) sur sa politique de développement intensif et sinocentrique en zone tibétaine. On peut penser qu'une troisième édition de l'opuscule chi-

nois, si elle voit le jour, consacrera un chapitre aux manifestations de mars-avril 2008. En effet, leur ampleur et peut-être, bien qu'il soit trop tôt pour en juger, leur impact international, dépassent de loin celles d'il y a presque 20 ans, qui étaient essentiellement limitées à Lhasa et pour lesquelles les moyens d'information dont on disposait à l'époque (ou plutôt dont on ne disposait pas : Internet, téléphone portable, SMS), les ont privé de l'écho international qu'elles rencontrent cette année.

Pour tout à fait recommandable qu'il soit, cet ouvrage n'en a pas moins quelques défauts. Ainsi, il aurait été intéressant, même si l'ouvrage publié en Chine n'y consacre que quelques questions (et cette discrétion en elle-même est éloquente), d'accorder une plus large place aux questions primordiales de la langue tibétaine et de l'éducation. En effet, l'absence totale, pour le moins singulière, de collège ou de lycée avec le tibétain comme langue d'enseignement en Région autonome du Tibet, aurait mérité d'être soulignée<sup>(1)</sup>. De plus, un développement sur le réseau des classes et écoles *neidi* (de l'intérieur de la Chine), qui abritent sur tout le territoire chinois des collégiens, lycéens et étudiants de la RAT, aurait été le bienvenu. Dans ces classes et établissements, réservés aux meilleurs écoliers tibétains de primaire originaires de la RAT, les études secondaires et tertiaires sont assurées en chinois par des enseignants chinois. Ce système, en place depuis 1985, a maintenant formé plus de 25 000 jeunes Tibétains. La réponse à la question 75, où A.-M. Blondeau et A. Heller écrivent que l'ouverture de telles classes est une « tentative de remédier à cette situation » (p. 236), c'est-à-dire à l'illettrisme massif des Tibétains, le plus élevé de toute la Chine, révèle une certaine méconnaissance du fonctionnement de ces écoles (ou classes). Un article pourtant éclairant, écrit par deux chercheurs chinois, avait paru à leur sujet dès 2003<sup>(2)</sup>. Il montrait que, sur les 40 à 41 heures de cours hebdomadaires de la première à la troisième année de collège, seules six sont consacrées à la langue tibétaine<sup>(3)</sup>. Ses auteurs précisait en outre que les collégiens ne sont pas censés retourner chez eux pendant les

1. « L'enseignement en langue tibétaine dans les classes primaires fut introduit en 1985. Il était censé être suivi par l'introduction progressive du tibétain dans l'éducation secondaire, mais cela ne fut jamais mis en place. [...] En 1996, les projets de développement d'enseignement en tibétain au niveau secondaire furent abandonnés », Catriona Bass, « Le développement de l'enseignement », in *Action Poétique*, n° 157, hiver 1999, p. 72, 74. Pour une histoire de l'éducation en Région autonome du Tibet depuis 1950, on se référera à Catriona Bass, *Education in Tibet. Policy and Practice since 1950*, Londres, Zed Books, 1998.
2. Wang Chengzhi et Zhou Quanhui, « Minority Education in China : From State-Preferential Policies to Dislocated Tibetan Schools », *Educational Studies*, vol. 29, n° 1, p. 85-104.
3. *Ibid.*, tableau VI, p. 101.

sept à 12 ans que dure leur scolarité ni fréquenter d'autres Tibétains qui seraient domiciliés dans la ville où ils se trouvent (p. 100). Sur cette nouvelle élite illettrée dans sa langue maternelle, nous disposons maintenant de deux nouvelles sources, parues trop tard pour être utilisées par les contributeurs de *Authenticating Tibet*, mais qu'il convient de citer ici <sup>(4)</sup>.

La deuxième critique porte sur la couverture géographique du « Tibet » : ainsi que les événements de mars 2008 l'ont amplement montré, la présence de Tibétains, loin d'être limitée à la seule RAT, est massive dans de vastes parties du Qinghai, du Gansu, du Sichuan et, dans une bien moindre mesure, du Yunnan. Cette réalité est connue des spécialistes mais longtemps demeurée invisible aux yeux du grand public, qu'il soit chinois ou occidental. Cependant, la plupart des contacts, des études et des missions de terrain sur lesquels les tibétologues se sont appuyés depuis plus de 20 ans ont parfois privilégié la RAT au détriment de l'Amdo et du Kham. Il en découle que les réponses fournies concernent principalement la RAT : ainsi, dans le domaine de l'éducation dont il vient d'être question, un certain flou demeure sur les politiques d'éducation hors de la RAT (où des collèges et des lycées avec le tibétain comme langue d'enseignement fonctionnent). La même remarque peut être faite pour d'autres sujets, tels que la question de l'autonomie, de l'économie, et de la culture. La contribution riche et détaillée de F. Meyer sur le développement de la médecine au Tibet depuis 1950 aurait ainsi gagné à prendre en compte les collèges de médecine de Xining (Qinghai), de Dzorze et de Tsö (Gansu), par exemple, ainsi que les nombreuses publications qui émanent de ces provinces.

Enfin, on aurait aimé disposer de cartes en plus grand nombre, notamment pour illustrer la partie consacrée à l'histoire et que des lecteurs peu familiers de la Haute Asie risquent de trouver ardue. D'autre part, la version originale française comprenait un cahier de photos et il est dommage que l'éditeur américain n'ait pas jugé bon de le reprendre.

Terminons par deux souhaits : en premier lieu, que des scientifiques chinois et tibétains de Chine publient une troisième version, également actualisée, mais aussi étoffée et circonstanciée – donc exigeante et rigoureuse – que *Authenticating Tibet*. D'autre part, il serait appréciable qu'un éditeur chinois traduise à son tour cette traduction, car elle apporte des éclairages nouveaux, indispensables et sérieux sur la « question tibétaine » dont les événements récents ont montré qu'elle était loin d'être réglée. Si les Occidentaux ont accès à une multiplicité de voix et d'avis contrastés (bien que

massivement sympathisants) sur le problème tibétain, les citoyens chinois sont souvent réduits à la seule information en provenance des médias chinois, soumis dans leur grande majorité à la censure et à l'autocensure. Les événements de Lhasa en 2008 ont donné lieu à quelques avis mesurés dans certains médias progressistes, vite remis au pas cependant, car la limite de tolérance dans le traitement des affaires tibétaines semble plus vite atteinte que sur d'autres sujets. Néanmoins, ils ont surtout été relayés de manière univoque et ont déclenché une vague de propos péremptoirs, nationalistes et peu amènes sur la question tibétaine, mal connue en Chine, notamment sur Internet (blogs et clips vidéo sur le sujet abondent désormais). Il est urgent que, sur ce point (comme sur d'autres), les citoyens chinois aient accès à une information moins passionnée et plus étoffée, au risque d'une radicalisation des tensions entre Han et Tibétains en Chine. Ce livre, s'il est publié à Hong Kong ou Taïwan, atteindra rapidement et clandestinement le marché du livre en République populaire de Chine, et il pourrait alors contribuer à un début de remise en question de bien des certitudes. •

4. Zhu Zhiyong, *State Schooling and Ethnic Identity. The Politics of a Tibetan Neider Secondary School in China*, Lanham, Lexington Books, 2007 ; *Educational Review*, vol. 60, n° 1, 2008, « Special Issue : Education of Tibetans ».